

# LE VRAI-CANADIEN.

*Toujours Fidèle au Roi.—Magna est Veritas, et prevalebit.*

No. 19.]

MERCREDI, LE 25 JUILLET, 1810.

[VOL. I.

Extrait d'une lettre sur l'esprit et les dispositions du gouvernement Français, avec un aperçu des taxes et de système de finances de l'empire Français par un Américain, récemment arrivé d'Europe.—(Continuation.)

“ L'état de la France ainsi que je l'ai observé en 1807, offrait un tout autre aspect : Outre les abus que j'ai déjà eu occasion de faire remarquer, d'autres causes concouraient à augmenter les calamités nationales. L'extinction de tout esprit public, et de l'influence de l'opinion publique, la dépopulation et l'appauvrissement des grandes villes, le déclin de l'agriculture et des manufactures, la stagnation du commerce intérieur, la tyrannie d'une police militaire, empoisonnaient à chaque instant la joie dont on est naturellement saisi, en voyant cette profusion de bienfaits que la main de la Providence a répandus sur ce pays. L'oppression des taxes était aggravée par l'intolérable rigueur de la perception. Le paysan ou le fermier qui négligeait de les payer, était obligé de recevoir et loger chez lui des soldats appelés garnisaires, qui lui enlevaient tous les fruits de son industrie, en indemnité de la perte supportée par l'état. Le raisin pourrissait sur la vigne, dans plusieurs pays, à raison de l'impossibilité ou étaient les propriétaires de vendre leur vin lorsqu'il était fait, ou de payer la taxe qui est imposée sur chacun des progrès de sa confection. J'ai su de bonne source que des familles ont été plusieurs fois obligées de renoncer à leurs établissements séparés, et d'unir leurs moyens pour vivre ensemble, afin d'alléger, en divisant, le fardeau des taxes.

“ Les effets de l'absence de tout commerce extérieur se faisaient partout remarquer dans les cités commerciales à moitié désertes, et réduites

à un état d'inaction et de tristesse vraiment déplorable dans les villes de l'intérieur où la population est surtout misérable, et où, bien loin d'apercevoir aucune trace d'amélioration, je vis partout des édifices tombant en ruines sur les grandes routes, où la rareté des voitures et des voyageurs n'annonçait que trop la diminution de la consommation intérieure et la langueur du commerce ; enfin parmi les habitants de la campagne, dont la pauvreté, surtout dans le midi, est extrême à raison des taxes exorbitantes, et du défaut de débouchés pour le surplus de leurs productions. En 1807, le nombre des mendiants dans les villes de l'intérieur était incroyable. La condition du paysan pour sa nourriture, son habillement et son habitation, n'est aucunement comparable avec celle des individus de la même classe en Angleterre.

“ La conscription, tandis qu'elle éloignait la guerre des limites de la France, en répandait cependant en partie les souffrances et les désastres au sein de chaque habitation de l'empire. Elle a corrompu en France ces mœurs champêtres dont la pureté et la vivacité offraient avant la révolution des tableaux si délicieux au voyageur. La féodalité n'a jamais exercé une influence aussi pernicieuse, de moitié, sur la gaieté et les jouissances des classes inférieures. L'anarchie révolutionnaire a relâché les ressorts de l'industrie, et en détruisant l'influence de la religion, elle en a banni les consolations. Le gouvernement actuel n'a ni ranimé la première ni rétabli la seconde ; et par l'exemple d'une violation constante de la loi, il a éteint toute trace de respect pour l'autorité civile.

“ L'abolition des droits féodaux était une circonstance très-favorable à l'agriculture en France,

et aurait singulièrement contribué à l'améliorer, si l'esprit du gouvernement actuel n'en avait intercepté les avantages. Le premier encouragement de l'industrie est la certitude d'en recueillir les fruits. Les capitaux sont essentiels à la prospérité de l'agriculture en France; mais le peu de capitalistes qui reste dans les provinces et dans les campagnes, sont trop prudents pour employer leur fonds à l'exploitation de terrains considérables, qui, à chaque moment, peuvent leur être arrachés par une nouvelle révolution ou par la rapacité des dominateurs actuels: les grands propriétaires ainsi que je l'ai déjà mentionné, sont peu nombreux. Ils résident, ainsi que les capitalistes dans la métropole et sont entièrement étrangers à l'agriculture. Leur fortune passe de leurs mains dans des canaux qui portent très peu d'aliment aux travaux du fermier. J'ai vu à peine un seul propriétaire de terres un peu considérables s'occuper de le cultiver d'après un plan étendu et productif, ou même employer l'excédent de son revenu à embellir son terrain. C'est-là ce qui fait languir l'agriculture dans tout dans tout l'empire. En 1807, les champs étaient principalement cultivés par des femmes, la longue succession des guerres ayant enlevé la population mâle, qui, sous les auspices d'un gouvernement pacifique, aurait fertilisé la terre, et l'aurait, par ses travaux, couverte de ses plus riches productions.\* Buonaparté pratique dans la plus grande étendue la politique qu'indique généralement toute expérience militaire quelconque; il tire ses renforts de la classe des agriculteurs. Le petit nombre de ces victimes qui revient dans ses foyers, avec des habitudes indolentes et une morale dissolue, n'est plus propre à la charrue, et ne sert qu'à répandre la contagion des vices contractés dans les camps.

\* Peuchet, en parlant de l'influence de la révolution sur l'agriculture en France, cite, parmi les causes qui ont agi d'une manière funeste, la diminution de la population mâle relative dans plusieurs départements, produite en partie par "les ravages excrés par les armées, et par la guerre qui enlève continuellement des bras aux travaux et des chefs sains et actifs qui sont le soutien et l'espoir des familles. C'est bien plus, ajoute-t-il, dans les fabriques, les comptoirs, les sciences; les arts qui exigent des études que se font sentir les suites des levées militaires: suites morales qui troublent le bonheur des familles, le repos de la société, et les motifs de se former un état." (Statistique de la France, p. 279). Cette opinion, si hardie dans un tel écrivain, semble lui avoir été involontairement inspirée par un sentiment profond des calamités publiques. Quoique la population militaire de la France soit con-

AUX MEMBRES DU PROCHAIN PARLEMENT PROVINCIAL DU BAS CANADA:

MESSIEURS—Vous êtes les représentans du peuple, et comme un du peuple, je me sens autorisé à vous communiquer mes idées. Peut-être ne serez-vous pas long tems sans être assemblés pour délibérer sur les moyens de rendre ce pays plus heureux, de corriger les abus qui peuvent exister, et de former des lois utiles et profitables au peuple. Puissiez-vous, messieurs, ne point vous tromper sur les objets qu'il vous importe réellement de discuter, et sur les choses dont vous devez vous occuper pour notre bien. L'expérience, que nous a fournie les deux derniers parlemens, pourrait, si on voulait y réfléchir, garantir de bien des écueils, et des réflexions bien sérieuses sur le passé pourraient être biens utiles pour l'avenir.

Un des grands défauts, selon moi, que l'on a du observer dans les derniers parlemens, est que la plupart des membres qui les composaient, prenaient pour raisonnemens et raisons solides, ce qui n'était que de la déclamation. Avec des mots choisis et bien sonnans, on essayait de persuader, et souvent on n'y réussissait que trop. Le Grand Cheval de Bataille était toujours PEUPLE ET MINISTRE. Pourvu que l'on commençât par dire: *Je prétends soutenir la cause du peuple*: la motion qui suivait, dût-elle, causer la perte et le malheur du pays, était toujours bien reçue, et emportée avec une majorité étonnante. Des exemples ne seraient pas difficiles à citer. Je me rappelle qu'au sujet de la *Liste Civile*, un vieux membre qui ignorait même ce que signifie une *Liste Civile*, disait tout bonnement à un de mes amis, que les motions concernant la *Liste Civile*, ne pouvaient avoir qu'un bon objet, puisque Mr. \* \* \* qui est connu pour l'ami du peuple les avait proposées. La plupart des

sidérablement diminuée, il paraît certain que la population numérique a été dans une proportion croissante. Cet effet est attribué par les écrivains statistiques français aux mariages prématurés, occasionés par la réquisition avant l'année 1798, au nombre considérable des enfans naturels qui est maintenant dans la proportion d'un sixième avec les naissances légitimes, à la suppression des couvents, à la suprématie maritime de l'Angleterre qui empêche les émigrations par mer, et retient dans l'intérieur les marins, à l'extinction des couvents et à une diminution prodigieuse des domestiques mâles.—Ce paradoxe apparent est expliqué d'une manière satisfaisante par Malthus dans les chapitres qu'il a consacrés à un examen des causes qui ont nui à la population en France, et parmi les Romains. Voyez l'essai sur la population, (Liv. 1. chap. 24, et liv. 2, chap. 6.)

membres que nous appellons habitans tombaient dans le piège ; et pourtant je puis dire, avec connaissance de cause, que ces *bons habitans* n'arrivaient au parlement qu'avec les meilleures intentions du monde. Ceux des membres qui ne sont pas assez au fait des affaires politiques, pour connaître par eux mêmes les vrais intérêts du pays dans de semblables objets devraient au moins écouter les argumens de part et d'autre, voter selon leur conscience et leur raison, et non pas parceque Mr. un tel a proposé la motion.

Ce qui a préjudicié le plus aux intérêts du pays, est la désunion dans les parlemens. "*Vous êtes le Ministère, et nous sommes l'Opposition.*"—Voilà ce que des membres qui se prétendaient amis du peuple, ont osé avancer, et delà ces différens partis, ces argumens si chauds, et cette désunion qui a empêché que l'on ne travaillât au bien public. Une fois que l'on est parvenu à faire réellement croire que les personnes attachées au gouvernement, cherchaient à écraser le peuple, il a été facile de tromper des membres qui n'ont pas même osé écouter la vérité, crainte de recevoir le poison par les oreilles. L'opposition criait, doublons les impôts, taxons nos habitans, appointons-nous agens, donnons nous de grands salaires comme tels, c'est pour le bien du peuple. A ce mot l'opposition était crüe. Le prétendu Ministère devenu ce qui aurait été en Angleterre l'opposition, essayait de démontrer la futilité des argumens de l'autre côté, faisait remarquer que la prospérité actuelle du pays n'était due qu'à des circonstances passagères ; qu'une simple loi des Etats Unis pourrait diminuer notre commerce comme elle l'avait augmenté ; que le peuple devait être plutôt soulagé qu'oppressé. L'opposition, les prétendus amis du peuple faisaient la sourde oreille et ne répliquaient mot.—Je cite des faits et je ne crains pas d'être contredit. D'où vient le mal ?—d'un seul. De la persuasion où sont la plupart de nos concitoyens que les intérêts du Gouvernement et ceux du peuple sont divisés.

Quel doit être l'intérêt du Gouvernement dans un pays comme le nôtre ? L'intérêt du gouvernement et de ceux qui y sont réellement attachés, est de voir le peuple heureux ; l'habitant des campagnes cultivant, en repos, la terre dont il jouit, apportant le surplus de ses provisions à nos marchés, afin de nous faire part, pour notre ar-

gent, du fruit de ses travaux ; de voir la jeunesse, chacun dans sa croyance, élevée dans les principes et la saine morale ; de voir toutes les parties de la province bénissant la main qui les gouverne, et reconnaissant le bonheur qui leur est accordé. L'intérêt du gouvernement est de voir le commerce fleurir et prospérer, rivaliser même avec la mère patrie ; de voir nos grains, nos bois, &c. s'échanger pour tout ce qui nous manque, et de voir chaque citoyen, chacun dans sa classe, goûter tout le bonheur dont on peut jouir en société. Voilà l'intérêt du gouvernement. A-t-on jamais vu le gouvernement s'éloigner de ces principes ? A-t-on jamais vu dans le gouvernement et dans ceux qui y sont attachés d'autre but manifesté ouvertement. Tout le contraire. Chaque Bill qui aurait pu tendre à toucher la vraie liberté du peuple, ou diminuer sa félicité a toujours été opposé par ce qu'on a voulu appeler *ministère*. La mère patrie ne souffrirait pas que le Canada fut moins heureux que ses autres Colonies. Le peuple Anglais, quoique jaloux de ses droits, aime à les répandre ; il a tellement en horreur l'esclavage que le premier présent qu'il fait à ceux qu'il a vaincus, est la liberté dont il jouit lui-même.

Puissent les membres du prochain Parlement avoir vraiment à cœur nos intérêts ! Puissent-ils sacrifier le faible plaisir d'argumenter sur des bagatelles, à la noble occupation de faire des lois utiles et de pourvoir à des établissemens avantageux ! Puissent-ils sacrifier au bien public la haine et l'inimitié qu'ils peuvent porter à des particuliers ! Une fois dans le sanctuaire des lois qu'ils oublient qu'ils sont hommes, et qu'ils ne s'occupent plus que du bonheur du peuple fidèle qui a reposé en eux sa confiance ; qu'ils n'aient plus pour objet que la prospérité du commerce, de l'agriculture, et en un mot le bien, le bien seul de notre pays.

#### UN ELECTEUR.

##### BREZIL.

Ce qui suit est extrait d'une lettre du Brazil.

"RIO JANIERO, 5 Fevrier.

"Nous avons reçu des nouvelles de Buenos Ayres jusqu'au neuf de Janvier—Nous apprenons que le Gouverneur a passé un decret ordonnant que tous les sujets Britanniques, Americains et

Portugais y résidens, laissent la place : mais au moment que cette lettre avait été envoyée par le *Vigilant*, ce décret n'avait pas encore été mis en force. En conséquence la consternation y régnait, et certainement il est bien difficile de juger quelles seront les intentions de ceux qui y sont en autorité, d'un jour à l'autre. Cependant on dit qu'ils ont intention de former un gouvernement indépendant de la mère patrie ; et on ajoute qu'un vaisseau Français arrivé ici en octobre dernier avec un pavillon blanc, était chargé de quelques dépêches qui furent envoyés à La Plata. Le commerce a pris à Buenos Ayes une triste apparence qui s'est communiquée à Rio Janeiro à notre arrivée. Les marchandises se vendent à 25 ou 30 par cent au dessous du prix courant. Un nombre de vaisseaux Espagnols a fait voile pour l'Espagne chargé d'argent pour payer à ce qu'on dit, les dépenses du gouvernement Britannique. Il n'est arrivé aucun vaisseau d'Angleterre depuis le 20 Décembre.

On ne voit plus à Paris depuis quelque tems le portrait gravé du Pape qui se vendait publiquement dans toutes les boutiques de marchands de gravure. Il est question d'assembler un concile en France.

On parle de l'exécution prochaine d'un projet de Canal qui ferait communiquer le lac Wener avec la Baltique ; alors, au moyen du Canal, qui ouvre une navigation entre ce lac et la mer du Nord, les Suédois n'auraient plus besoin de passer par le Sund. Ce canal projeté doit réunir les lacs Wilken, Botten, Weltern, Boren, Boxen et Asplangen. Le projet a été tracé par le mécanicien anglais Telford, sous les auspices du Baron de Platen.

LONDRES, 23 Avril.

Des ordres ont été envoyés à Plymouth de ne plus enrôler d'étrangers, pour le service de terre ou de mer.

CONSTANTINOPLE, 1 Mars.

La première pierre de cet immense édifice proprement appelé La Porte vient d'être posée avec les cérémonies ordinaires. On sait que cet édifice

avait été brûlé par les Janissaires. Sous ces débris fut enterré le vaillant et intrépide MUSTAPHA BAIRACTAR, le chef de la révolution entreprise pour rétablir le Sultan SELIM et qui lui fut si funeste.

SCHWERIN, 31 Mars.

On dit que Kotzebue s'est embarqué à Kiel pour l'Angleterre. On dit qu'il sera employé par le Gouvernement Britannique à la publication d'un pamphlet intitulé *The Imperial Politician*, un nom particulièrement applicable au Journal de Kotzebue.

QUEBEC, MERCREDI, 25 JUILLET, 1810.

Dimanche dernier, Joseph Létourneau dit Polette et Marie Veilleux, de la paroisse de St. Joseph, Nouvelle Beauce, furent arrêtés et conduits à la prison de cette ville, accusés d'avoir tué deux de leurs enfans, il y a environ trois ans ; sur le serment de Charles Cloutier et autres devant l'honorable James Ker, et Linière Tasheureau, ecuyer.

ESPAGNE.

Il est flatteur pour nous de pouvoir assurer nos lecteurs que les affaires d'Espagne sont aussi favorables qu'on peut le désirer. Une lettre d'une personne résidente en Angleterre et qui par sa situation est nécessairement informée des moindres particularités des affaires d'Espagne assure que la paix de l'Autriche avec la France a été un coup d'électricité pour les Espagnols. Loin de voir diminuer leur courage en se voyant abandonnés de leurs alliés, ils ne se sont montrés qu'avec plus d'énergie. Ils ne font que harasser les Français par des escarmouches. Les Français eux mêmes voyent diminuer tous les jour leur armée, par le mécontentement, la désertion, les maladies, et le manque de vivre.

HALIFAX, 29 Juin.—Mercredi dernier au matin, le 7<sup>me</sup> Régiment, ou Fusiliers Royaux, commandé par le Lieut. Colonel Blakeney, s'embarqua à bord des vaisseaux de S. M. le *Swiftsure*, le *Milan*, le *Martin*, le *Ferret*, &c. pour Lisbonne. Le départ de ce régiment excellent sera bien regretté.

MOURUT dernièrement en Angleterre, le Maj. Gen<sup>l</sup> JOHN BARNES de l'Artillerie Royale.